

MA CHINE EDITORIALE

Jean-Loup Samaan, « *La menace chinoise. Une invention du Pentagone ?* », Vendémiaire, 2012

Chercheur à la Rand Corporation (Washington) puis analyste pour le ministère français de la Défense, J.L. Samaan est aujourd'hui chercheur au Collège de défense de l'OTAN. Il n'y a plus aujourd'hui aux Etats-Unis, relève-t-il, d'équivalent du lobby chinois de la fin des années 1940 : y prévalent des visions de la Chine développées par des *think tanks* aux financements parfois opaques et aux liens – défiscalisés – avec l'industrie de défense. La profusion de leurs travaux sur la menace d'une Chine partenaire, rivale voire ennemie engendre un phénomène de surestimation de ses capacités militaires réelles, peu innocente en termes de budgets militaires.

« Dénier d'accès » et « collier de perles ».

La rivalité entre la puissance dominante et celle émergente se focalise sur le détroit de Taiwan, où la politique américaine vise à dissuader la Chine de reprendre l'île par la force et Taïpei de provoquer un conflit en proclamant une indépendance de facto. Si la montée en puissance et l'activisme naval de Beijing sont indéniables et objets des spéculations les plus folles en matière de prospective géostratégique, les notions relatives à la stratégie chinoise souvent mises en avant de « dénier d'accès » de « collier de perles » ou autres « chaînes d'îles » - censés former le périmètre de défense maritime de la Chine - reposent davantage sur des conjectures que sur des faits.

En réalité, les capacités effectives de la marine chinoise ne devraient pas impliquer de redistribution de la puissance militaire dans l'océan Indien avant trois décennies. La zone Asie Pacifique est le centre de gravité de la stratégie internationale de l'Amérique, qui redoute d'y voir se concrétiser le « dénier d'accès » - un ensemble de capacités permettant à un Etat d'empêcher le déploiement des forces armées US sur le théâtre des opérations -. L'examen détaillé des forces témoigne que l'*US Navy* – qui avec l'*Air Force* entend contrer ce « dénier d'accès » par la guerre à distance - demeure en matière de technologies et de missiles la marine la plus avancée du monde : difficile d'imaginer sérieusement que la Chine menace ainsi les Etats-Unis...

Le système de sécurité américain poursuit deux objectifs : arbitrer à distance les jeux de pouvoir dans le Pacifique et façonner un système régional de couverture contre le risque chinois, appuyé sur ses alliés en Asie : le Japon, qui a tout à perdre d'une réunification de Taiwan et du continent, l'Inde, inquiète de la montée en puissance chinoise, l'Australie, nouveau point d'appui américain décisif. Les autres – Corée du Sud, Indonésie, Malaisie, Singapour, sans parler de l'ambivalent Vietnam – se montrent plus modérés vis-à-vis de la compétition sino-américaine. Le dernier en date des exemples de cette stratégie de couverture contre la Chine est la récente et spectaculaire reprise des relations diplomatiques entre les USA et le Myanmar. Aux yeux de ses alliés, l'Amérique demeure le principal producteur de sécurité dans le Pacifique et, par défaut, la seule puissance de contrepoids face à la Chine.

Angélismes.

Dans le domaine des forces nucléaires existe un écart gigantesque entre les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Même si depuis 1990 cette dernière a un ambitieux programme de modernisation de son arsenal nucléaire – la « seconde artillerie » -, elle a peu de chances, notamment en seconde frappe, de pouvoir rivaliser au cours des trente prochaines années avec la puissance de feu américaine déployée dans le Pacifique. Reste que sa montée en gamme militaire et les ambitions affichées de ses dirigeants alimentent plus que jamais un discours belliqueux à Washington, où s'affrontent en la matière plusieurs camps, et font de la menace chinoise le thème structurant du débat stratégique.

Il convient pour l'auteur de rejeter ici deux formes d'angélisme, qui omettent l'importance des symboles politiques : souveraineté revendiquée sur Taiwan et solidarité américaine avec les alliés asiatiques. La première : sous-estimer le nationalisme à l'œuvre dans la politique militaire de Beijing dans le détroit de

Taiwan et au-delà. La seconde : croire que les Etats-Unis, trop conscients de leur interdépendance économique avec la Chine, ne s'engageront pas dans une confrontation militaire.

Et l'Europe ? Elle éprouve une certaine difficulté à penser stratégiquement l'Asie et la Chine ; il lui faut une politique cohérente et compatible avec son alliance américaine. Définir une ligne politique à l'égard de la Chine pourrait bien ainsi être le principal défi de l'Union européenne dans les prochaines années. Une salubre et fort documentée mise au point, agrémentée d'une éloquente cartographie.

Eric de La Maisonneuve, « Chine. L'envers et l'endroit », éditions du Rocher, 2012.

« On aime la Chine ou on la prend en aversion, puis on fait en sorte de justifier ses goûts », écrivait déjà il y a fort longtemps Lin Yutang. Flagornerie et, plus fréquemment, sinophobie et peur sont ainsi les penchants typiques d'Occidentaux face à une Chine qui vient de démontrer que leur prétention à la suprématie et à l'universalité n'est pas ou plus justifiée. Général de division dans une autre vie, aujourd'hui président de la Société de stratégie, directeur de la revue Agir et enseignant, Eric de La Maisonneuve traque les fantasmes qui font florès à l'endroit de la Chine : vaste tâche...

Un « pays stratégique ».

Ce pays est depuis des millénaires une puissance atypique, de fait et non d'exercice, plus avide de reconnaissance que de conquêtes, obsédée de sécurité, toujours ramenée à ses problèmes intérieurs. Le développement économique est le levier essentiel de son action politique et diplomatique, en Asie et dans le monde. La Chine est-elle une menace pour la sécurité régionale ou la paix mondiale ? La question n'a pas de sens : elle bâtit son appareil de défense à partir de sa perception des menaces : combattre le terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme en Asie centrale, desserrer l'étau américain, jouer son rôle de puissance mondiale.

« Pays stratégique », la Chine a toujours privilégié deux objectifs : la réalisation de son unité nationale, ethnique et culturelle, et la constitution d'un Etat central, garant de la sécurité de cette entité. Elle ne dispose pas des outils dimensionnés et adaptés pour s'engager dans un rapport de forces ouvert avec les puissances dominantes – la lecture et les commentaires des médias ne sont ni clairs, ni objectifs – mais a recours à un mélange insolite de pratiques : pragmatisme, prévention des risques, séduction du *soft power*, intrusion – la « guerre hors limites » et la maîtrise du cyberspace -...

Le développement de la Chine, les « quarante glorieuses », est une exceptionnelle réussite et une performance inédite dans l'histoire humaine, qui a plongé le monde dans la stupéfaction. Grandes réussites... et grands dangers : énergie, immobilier, eau etc. : riche, puissant et moderne le pays demeure profondément pauvre et archaïque. Même si depuis 1981 627 millions de Chinois sont, selon la Banque mondiale, passés au dessus du seuil de pauvreté, et que s'est constituée une classe moyenne de 350 millions de membres, inégalités, pollution, surcapacités, bulle immobilière et corruption déséquilibrent le développement, tandis que « trois grandes montagnes » restent à franchir pour une population vieillissante : logement, éducation et santé.

Le modèle de développement voulu par Deng Xiaoping a ainsi atteint ses objectifs et ses limites : il faut désormais passer d'un modèle mercantiliste à un modèle « social ».

Le grand malentendu.

Responsables et opinions publiques occidentales font preuve d'une incompréhension profonde de la réalité du système chinois. Cette Chine fière de ses succès est déçue d'être mal reçue et injustement perçue dans le monde. Son émergence est le révélateur des faiblesses d'un Occident toujours messianique dont elle relaie la croissance déficitaire, et où la crainte est forte qu'elle précipite son déclin ou son déclasserment. La Chine est donc mal aimée, ce qui est incompréhensible à ses ressortissants. Choc des propagandes, médiatique et gouvernementale : ce pays qui détricote le monde est tout désigné pour jouer le rôle de bouc émissaire. Le monde ne le comprend pas, car il ne le connaît pas vraiment, ou de fort loin, en y appliquant des critères qui n'ont plus cours. La Chine, quant à elle, peine à s'intégrer au monde par méconnaissance, maladresse et surtout désaccord sur la façon dont il fonctionne.

E. de La Maisonneuve propose, au-delà, nombre d'analyses éclairantes sur les rapports de la Chine au monde – Etats-Unis, Afrique, Europe – sur sa société déstabilisée, malade de la ville, passée du collectivisme à l'individualisme, où s'effondrent les valeurs traditionnelles - et son système politique – d'abord chinois, ensuite communiste – passé lui du totalitarisme à un autoritarisme revendiqué. Le monde a intérêt à ce que cette Chine – fruit improbable d'un marxisme dépassé, d'une pratique historique du mandarinat, d'une culture millénaire vivace et d'une américanisation rampante – soit stable et forte. Le réalisme doit prévaloir face aux succès de son développement –même si l'essentiel reste à faire – et à son émergence définitive dans notre monde commun. « Il faut offrir nos services, notre soutien et notre solidarité humaine à ce pays indispensable au monde qu'est la Chine », conclut-il au terme d'un ouvrage qui est assurément l'un des meilleurs écrits sur le sujet en français depuis quelques années.

Françoise Robin, «Clichés tibétains. Idées reçues sur le Toit du monde», Le Cavalier Bleu, 2011

Le Tibet suscite autant d'intérêt que de méconnaissance ; ses habitants demeurent otages des projections, fantasmes et angoisses des Occidentaux. Les informations sur ce sujet passent par deux filtres, et autant de miroirs déformants, ceux des exilés tibétains et ceux de la République populaire de Chine, qui ne rendent pas compte de la complexité de la situation.

Maître de conférences à l'Institut national des langues et civilisations orientales, spécialiste du Tibet et auteur de plusieurs traductions de texte littéraires et de contes tibétains en français, Françoise Robin signe, dans l'excellente collection « idées reçues » (1) un ouvrage qui ne fera plaisir qu'à ceux – rares – qui sur ce sujet, cherchent la réalité au-delà des idéologies et des propagandes.

Quelles sont les limites de ce territoire, depuis toujours dépourvu d'Etat nation, dont la superficie peut varier du simple au double ? Fut-il si isolé du monde qu'on l'imagine ici – alors que les Britanniques y ont imposé leur présence au début du 20^e siècle ? Quels régimes politiques ont, au fil du temps, dirigé ses différentes régions – et peut-on sérieusement leur appliquer les concepts issus de l'histoire médiévale moderne - ? Le Tibet fait-il partie de la Chine depuis 700 ans, et quelle est sa valeur pour le pouvoir chinois d'aujourd'hui ? Est-il en voie de modernisation ou de sinisation ? Quelles sont les réalités de la religion et de sa figure de proue, le Dalaï Lama ?

Telles sont quelques-unes de questions auxquelles Françoise Robin entend répondre par les faits, les plus grands ennemis de ces clichés inlassablement ressassés par les médias notamment occidentaux. Le fait d'identifier le Tibet à la dimension religieuse du bouddhisme, rappelle t-elle, relève de l'imaginaire occidental, fasciné depuis plus d'un siècle par ce qu'il perçoit comme la sagesse intemporelle ou le profond ésotérisme tibétain. « Le mythe orientaliste qui prévaut en Occident voit dans le Tibet traditionnel un Shangri-La, paradis où les gens vivaient dans une harmonie sociale parfaite, sous la tutelle d'un chef spirituel éclairé. La propagande chinoise y voit un enfer moyenâgeux et féodal, amalgamant féodalité et oppression extrême ». Au-delà des caricatures, l'auteur souligne qu'aucun gouvernement ni aucune organisation internationale ne remet aujourd'hui en cause l'appartenance du Tibet à la Chine, et que le Dalaï Lama est, depuis 1959, le chef politique de 3% de la population en exil. Le lecteur, lui, est prévenu : « les pro-tibétains seront en désaccord avec ce qu'ils interpréteront comme une entreprise de désenchantement, les anti-tibétains désapprouveront les analyses historiques... Et c'est justement là l'objectif : donner à voir le Tibet tel qu'il est et non tel que pro- ou anti- voudraient qu'il soit ». On souhaite à l'auteur et à l'éditeur bien du courage, qui doivent savoir que de toutes les idées, les idées reçues sont celles qui ont la vie la plus dure.

(1) voir aussi Stéphanie Balme, « Idées reçues. La Chine », Le Cavalier Bleu, 2004.

Erik IZRAELEWICZ « L'arrogance chinoise », Grasset, 2011

Auteur de l'excellent « Quand la Chine change le monde » (2005, traduit ultérieurement en chinois), Erik Izraelewicz en signe une suite nécessaire et tout aussi stimulante, « L'arrogance chinoise ». La Chine, qui a doublé son PIB en cinq ans, est en effet désormais la seconde puissance mondiale. Elle offre à voir une direction unie, compétente et énergique, et peut être fière d'un parcours qui, au cours de ces trente dernières années, a infligé un cinglant démenti aux cassandres occidentaux annonçant régulièrement son explosion – sociale, environnementale, financière ou géopolitique -. Elle n'en fait pas moins face à de redoutables défis : inégalités, vieillissement de la population, épuisement des ressources naturelles et du modèle de développement.

Forts des succès des Jeux olympiques de Beijing (à mettre en rapport avec le fiasco de ceux du Commonwealth en Inde) et de l'Exposition universelle de Shanghai, raisonnant à très long terme, les dirigeants chinois sont convaincus du déclin d'un Occident malade de ses excès de dettes publiques et privées : ceci, explique E. Izraelewicz, donne au Dragon la grosse tête ; on décèle à présent chez lui une arrogance – à la française ou victorienne -... Il est de plus en plus ardu pour les étrangers – sauf à consentir les transferts de savoirs faire les plus sophistiqués – de réaliser des affaires dans une Chine où la priorité est à l'innovation domestique et où prévaut un nationalisme croissant, point seulement économique. Comme auparavant avec le Japon puis les « tigres » asiatiques, les contentieux pour dumping (monétaire, social, environnemental, contrefaçons et vols de brevets) se multiplient : c'est « mon marché contre vos technologies, vos ressources » dit le banquier de la planète, doté désormais de sa propre agence de notation financière...

Mais si le Dragon a la grosse tête, ce n'est pas sans raison : « il a tout bon », selon l'auteur. La Chine a su faire face à trois chocs d'une violence inouïe : la crise monétaire asiatique de 2007, celle des subprimes, puis l'actuelle grande récession mondiale, démentant une nouvelle fois les analyses occidentales. Dans le même temps, la Chine a commencé à prendre des mesures effectives contre les inégalités sociales, s'est engagée dans une politique très volontariste de protection de l'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique, entrepris de maîtriser son marché financier et immobilier, apaisé ses relations avec Taiwan, assuré la prospérité de Hongkong (dont le PIB dépasse désormais celui de la France) et assure au Tibet une croissance économique supérieure au reste du pays.

Le consensus de Beijing (ce qu'E. Izraelewicz nomme « l'illibéralisme ») va-t-il l'emporter sur celui de Washington (le mariage du marché et de la démocratie) ?

En 2011, la Chine est le pays qui a déposé le plus de brevets au monde, témoignage de la montée en gamme de son économie. Nation riche – n° 2 mondial pour le PIB – à la population pauvre – 100^e rang pour le revenu par habitant -, elle est consciente qu'il lui faudra désormais baser son développement sur l'innovation et la consommation intérieure (sans toucher à son système politique ?). Les critiques les plus violentes, en effet, comme les analyses les plus pertinentes sur l'état de l'économie, sont formulées par les dirigeants du PCC eux-mêmes.

Cette arrogance chinoise reflète un manque de confiance en soi : les Chinois travaillent pour exporter et (trop) épargner, ce qui n'est tenable ni pour la Chine ni pour le monde. Au lieu de combler les déficits occidentaux, il leur faudrait mettre en place un véritable système de protection sociale et favoriser la consommation intérieure.

Cette Chine qui a réussi sa révolution industrielle a besoin de liberté – celle du consommateur, du salarié, du propriétaire, de l'épargnant – et d'imagination – celle du chercheur, de l'entrepreneur, de l'inventeur – garanties par un Etat de droit.

Il nous reste à comprendre qu'on ne peut ignorer le marché chinois et, que nous font défaut une bonne compréhension de la Chine, de son histoire, de sa civilisation et de ses pratiques. Il nous appartient donc de la mieux connaître mais aussi de la respecter et d'inventer des rapports nouveaux avec elle. L'économie, rappelle pertinemment l'auteur, a une règle d'or : celui qui a l'or fixe la règle.

Chenva Tieu, « Manuel de chinoiseries à l'usage de mes amis cartésiens 和谐 », Anne Carrière, 2009

Entrepreneur dans les services financiers et l'audiovisuel, cofondateur du Club du 21^e siècle, président de la chaire « management et diversité » à l'université Paris Dauphine, Chenva Tieu est d'origine chinoise, fier d'être français et européen. Ce grand admirateur de Jean Monnet est par ailleurs manifestement agacé par le torrent d'idées reçues, de poncifs et de clichés qui tiennent lieu en France de méconnaissance ordinaire de la Chine.

Les Occidentaux sont volontiers perplexes devant un peuple n'ayant pas avec le réel le rapport carré du cartésianisme. Ils craignent les Chinois : n'est-ce pas parce qu'en Occident la puissance est souvent allée de pair avec l'asservissement d'autrui ? Tandis que la Chine, où il ne peut y avoir harmonie sans paix, n'accroît pas sa puissance pour dominer le monde. « L'art de la guerre » de Sun Zi est en fait l'art de ne pas faire la guerre, la plus belle victoire étant celle obtenue sans livrer bataille.

En Occident, un mur défend une identité contre une altérité ; l'identité chinoise ne se définit pas par opposition à l'extérieur : elle s'est rendue vulnérable et n'a pas été expansionniste. Au 19^e siècle, la Chine est une identité sans nation. Transfert d'une idée européenne à une réalité orientale, le nationalisme y est apparu en réaction aux impérialismes occidentaux. Etonnant nationalisme... prônant l'adoption de cadres étrangers et le rejet des traditions du pays qu'il prétend défendre ! L'actuel nationalisme ménage l'ouverture, défend le pays, accueille autrui et apprend de lui, mais sans risquer cette fois de courir à sa perte.

Le souci de l'harmonie – du ciel, de la terre et de l'homme – y reste une préoccupation du politique, dans une société où la famille demeure le fondement de l'existence collective : un Chinois appartient à des cercles multiples qui reforment la structure familiale (entreprise, école, parti...).

On ne fait pas pousser les plantes en tirant dessus.

L'Occident est-il le champion de la vérité et la Chine celui du mensonge ? Le premier définit a priori des constructions intellectuelles jugées vraies, appliquées ensuite au réel, au risque de devenir des dogmes : il appartient à la réalité de se plier à la vérité. La réalité est, en Chine, première : la tâche des hommes est moins de chercher la vérité que de prendre soin du réel. Les Chinois sont-ils partisans de la misère, de l'injustice et des mauvais traitements ? Il leur est difficile de concevoir qu'une idée – les droits de l'homme par exemple – puisse s'imposer à une réalité en perpétuel devenir et résoudre d'un coup l'ensemble des problèmes. Les valeurs occidentales leur paraissent immanentes, situées dans le temps et l'espace. Vérité et non contradiction doivent, pour les Occidentaux, aller de pair alors qu'en Chine les contradictions font partie de la vie – ce n'est pas l'authenticité de la théorie qui importe, mais l'efficacité qui prévaut sur le culte des principes. La vérité – besoin intellectuel et devoir moral chez nous – ne favorise pas le dialogue lorsqu'on prétend la détenir...

Il ne s'agit donc pas pour les Chinois de modeler un réel, qui prête son énergie à qui le respecte, à partir d'une idée, mais d'exploiter ses potentialités : le potentiel prévaut sur l'action. Il convient, dans cette perspective, de gagner sans combattre. La pensée chinoise situe la victoire dans l'immanence de la situation, non dans la transcendance du héros.

Omniprésente en Chine, la notion d'harmonie – qui n'interdit pas la violence mais ne la valorise pas – n'est pas réservée à l'espace mental et géographique chinois, mais peut constituer l'enjeu d'un dialogue entre des cultures, dont l'une est la contrée de l'idéal, l'autre de l'efficacité (F. Jullien). Un peu plus de liberté pour la Chine, un peu plus d'harmonie pour l'Occident : la Chine est différente, on ne peut dialoguer n'importe comment avec elle conclut Chenva Tieu. Espérons que beaucoup de ses amis cartésiens sauront tirer profit de la clarté de son manuel.

Jean-Claude Lévy « L'économie circulaire : l'urgence écologique ? Monde en transe, Chine en transit », Presses de l'Ecole nationale des Ponts & Chaussées, 2009

La moitié de la population mondiale vit à présent en ville. La Chine compte 60 villes millionnaires et 30 dépassant les deux millions d'habitants. 400 villes nouvelles doivent sortir de terre d'ici 2020... Actuellement de 45%, le taux de population urbaine chinoise devrait atteindre 60% en 2020. La crise urbaine de la nature concerne donc particulièrement ce pays, en pleine révolution industrielle, dont la part dans la production mondiale a doublé en 15 ans, pour atteindre aujourd'hui, selon le FMI, 12,7%.

Face à cette situation, les autorités chinoises, tant au niveau central que local, ont pris depuis 2000 des mesures plus importantes qu'en France et en Europe pour mettre en place une politique de l'environnement, à l'échelle expérimentale puis nationale, dite « économie circulaire » (par opposition à l'économie linéaire) ou en circuit fermé, originale par rapport aux politiques classiques de gestion de l'environnement. Elle fait l'objet d'un ensemble de lois, en vigueur depuis 2009.

L'ouverture et les réformes entreprises depuis le début des années 1980 ont généré un extraordinaire développement économique et social, considérablement amélioré le niveau de vie (une classe moyenne de 200 à 300 millions de membres a vu le jour), mais ont provoqué un appauvrissement écologique considérable. De 1978 à 2000, le nombre de villes est passé de 193 à 663, représentant 6% du territoire, 524 millions d'habitants, 50% de la production industrielle, 70% du PIB, 80% du revenu fiscal, 83% de la valeur ajoutée du secteur tertiaire, 90% de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Cependant, usine du monde, la Chine en est aussi devenue la poubelle.

Dans ce contexte, l'économie circulaire se présente comme une démarche empirique de l'Etat et une stratégie nationale. Elle est basée sur six éléments principaux :

- 1 – une utilisation modérée et la plus efficace possible des ressources non renouvelables ;
- 2 – une exploitation des ressources renouvelables respectueuse de leurs conditions de renouvellement ;
- 3 – une éco conception et une production propre ;
- 4 – une consommation respectueuse de l'environnement ;
- 5 - une valorisation des déchets en tant que ressources ;
- 6 – un traitement des déchets sans nuisances.

Cette stratégie est expérimentée dans sept branches industrielles : aciers et métaux non ferreux (Baolu), charbon, électricité et chimie (Lubei, Kailin, Guiyang), matériaux de construction et industrie légère (Guiyang). Elle concerne quatre domaines prioritaires : la récupération et la valorisation des ressources renouvelables, la valorisation des déchets métalliques, le « remanufacturing » et la récupération de l'électro-ménager hors d'usage. Elle est mise en œuvre dans 13 parcs éco industriels et, depuis 2005, dans 10 éco villes et éco provinces (Beijing, Shanghai, Chongqing, Guiyang, Ningbo, Hebi, Tongling, Liaoning, Shandong, Jiangsu), sous l'impulsion de la Commission nationale de la réforme et du développement.

Jean-Claude Levy procède à une analyse de différents éco parcs : Lubei (Shandong), TEDA (Tianjin), « biotope industriel » et l'un des pôles les plus importants pour les technologies avancées et l'innovation, Panjin (Liaoning) qui s'efforce d'emprunter la même voie, et Guiyang, le prototype des éco villes qui témoigne d'un important souci de reformulation de l'environnement urbain chinois.

En moins d'une décennie, la Chine a élaboré un cadre législatif contraignant désormais les opérateurs industriels et administratifs à se plier à de nouvelles règles : les résultats partiels semblent probants. Elle s'est ainsi engagée dans des orientations d'ampleur insoupçonnable, dans le cadre d'une expérience significative, de par l'échelle où elle se déroule et des défis qu'elle affronte. Si elle réussissait, cette expérience offrirait – tant aux pays développés qu'à ceux en développement – la représentation d'un nouveau mode d'industrialisation et d'urbanisation.

L'économie circulaire vise un décrochement entre croissance économique et consommation des ressources : son développement a été l'un des objectifs majeurs du 11^e Plan quinquennal. Selon Ernst & Young, la Chine est devenue l'un des cinq pays les plus attractifs au monde en matière d'investissements dans les énergies renouvelables (la France est 9^e). Mais il n'y a pas encore dans ce pays une conscience aiguë de la protection des ressources et de la nécessité de promouvoir des modes de consommation durables : le régime économique linéaire reste largement dominant.

Après avoir réussi la transition démographique, ébauché la transition démocratique, la Chine en marche vers la « société harmonieuse » cherche à concilier son développement économique (une « économie socialiste de marché écologique » ?) avec un usage acceptable des ressources de la nature.

Conseiller spécial auprès du Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales (ministère des Affaires étrangères), Jean-Claude Levy signe un ouvrage conciliant enquête de terrain et réflexion issue d'une vaste culture. Un ouvrage parfaitement iconoclaste au regard du discours médiatique sur les problèmes d'environnement en Chine, dont on espère – il est permis de rêver – que ceux qui abordent désormais ce sujet, notamment nos « écologistes », l'aient au préalable lu...

« Le Vampire du milieu. Comment la Chine nous dicte sa loi », P. Cohen, L. Richard, Mille et Une Nuits, 2010

Il fut un temps, de la fin de la Seconde guerre mondiale à l'écroulement du Mur de Berlin, où l'univers était simple, les bons et les méchants parfaitement identifiés, et l'étanche frontière les séparant tracée au cordeau. Nombreux sont en France ceux qui éprouvent envers cette époque – si merveilleusement confortable sur le plan intellectuel – une irrépressible et légitime nostalgie. Amoureux des idées simples (on n'a pas dit simplistes) autant que des animaux – notamment le bouc, à condition qu'il soit émissaire - ils ne ménagent aucun effort pour tenter de restaurer cette simplicité bénie propre au monde du plus chaud la guerre froide.

Il faut à ce titre saluer la constance de deux auteurs, P. Cohen, rédacteur en chef d'une revue, « Marianne », et P. Richard qui, après avoir en 2005 publié « *La Chine sera-t-elle notre cauchemar ?* » apportent aujourd'hui une essentielle contribution au renouvellement de la vampirologie qui, reconnaissons-le, depuis la parution du classique « Dracula » en 1897, en avait bien besoin. Loin du folklore slave et de ses figures surannées de vampires frappeurs, nonicides, mâcheurs, empaleurs ou étranglers, ils proposent en guise d'actualisation de cette figure devenue mythe universel, sa complète sinisation.

Le Vampire du Milieu, donc, attaque, les crocs proéminents désormais profondément plantés dans son cou, il décompose, profane et contamine le reste du monde. Responsable (à sang pour sang) de la totalité des maux de la planète – pollution, chômage, pandémies, renchérissement des matières premières, actuelle crise économique, paupérisation des classes moyennes occidentales, son baiser provoque l'affaiblissement de nos démocraties languissantes. En passe d'acheter le monde, vassalisant l'Asie du Sud est et mettant l'Afrique en coupe réglée, son offensive s'étend sur tous les fronts : diplomatique, économique, cybernétique. Fort d'une monnaie sous évaluée, du faible coût de sa main d'œuvre, de ses pratiques de dumping social et de contrefaçon, de ses excédents commerciaux et de son régime « libéral communiste », il peut aussi compter pour commettre ses méfaits sur une innombrable diaspora, « 24^e province chinoise », une « émigration d'expansion », « sa proximité avec les Triades » et sur quelques 500 Instituts Confucius répartis dans le monde. Mais il y a plus grave...

La psychanalyse a bien montré à la fois la collusion du vampire avec le cauchemar et sa proximité (dents rétractiles, baiser devenant morsure...) avec la sexualité. Le rapport entre le vampire et sa victime ne peut donc s'exprimer qu'au travers d'une attirance amoureuse. C'est ainsi que celui du Milieu bénéficie, pour commettre ses morbides exactions, du soutien des « sino béats, amis de la Chine et libéraux doctrinaires » et autres « élites en état de dépendance psychologique vis-à-vis de la Chine ».

5^e COLONNE

Le recensement des vampirophiles hexagonaux est fort éclectique et peu sectaire : Jean-Pierre Raffarin (1), le comité France Chine du Medef, feu Georges Frêche, le très vivant Jean-Luc Mélançon, l'ambassade de France à Beijing, Hubert Védrine, divers économistes en vue, la petite-fille de Victor

Ségalen, François Jullien, « l'homme clé du dispositif », André Chieng, Joël Bellassen, inspecteur général de chinois (avec une pièce à conviction d'anthologie versée au dossier d'accusation, la première phrase de l'un de ses manuels de chinois : « La Chine est grande, le Japon est petit » !), des universitaires lyonnais, tous se retrouvant en compagnie et « d'une gauche en décomposition, réduite aux acquêts antiracistes, nouant une curieuse alliance avec les néo libéraux apôtres du marché sans limite » et « des quelques 250 professeurs chinois de langue chinoise qui exercent en France, et ne parlent jamais de Tiananmen aux lycéens et étudiants qui ont choisi d'apprendre la langue de Confucius et de Mao Zedong »...

Ceux qui ainsi contribuent à assurer la victoire du « softpower » chinois ne sont en fait que des victimes de leurs pulsions inconscientes et autres désirs infantiles : Lacan a lumineusement montré que le fait d'être séduit par le vampire s'apparente symboliquement à un viol (les canines pointues sont une métaphore phallique), tandis que la sociologie indique que le mythe du vampire peut se lire comme une tentative d'explication des processus psychiques propres aux sociétés peu développées.

La question essentielle demeure : comment réagir aux agressions du Vampire du Milieu ? Nos auteurs sont là quasi muets. On s'attendait à ce qu'ils préconisent une aspersion massive d'eau bénite sur la totalité du territoire national, voire son revêtement complet de moutarde. Où encore à un vigoureux plaidoyer pour un renouveau nécessaire de la culture de l'ail ou les plantations d'aubépines, une liste de précautions à prendre lors de l'inhumation de la démocratie occidentale et de l'Etat providence ou encore un inventaire détaillé d'objets apotropaïques susceptibles de nous protéger du Vampire du Milieu (briques, citron, crucifix, miroirs, rosaires, bois de frêne...). Las, « nous n'avons pas de solution clé en main à suggérer » reconnaissent-ils, prophétisant qu' « on ne pourra éviter un affrontement – non militaire bien sûr – avec le Parti communiste chinois ». On n'est jamais trop prudent lorsque le Vampire est à venir....

P. Cohen et L. Richard n'en signent pas moins une contribution majeure au corpus vampirique et surtout un ouvrage particulièrement instructif sur la France, révélateur de l'incapacité de beaucoup d'y voir le monde tel qu'il est.

(1) les auteurs oublient curieusement d'ajouter à leur liste Michel Rocard qui, dans un entretien au Figaro (11.07.2010) en réponse à la question « faut-il avoir peur de la Chine ? » répond :

« Non. La peur est mauvaise conseillère. Certes, le réveil de la plus grande civilisation du monde, après cinq siècles de sommeil, va certainement faire des dégâts. Mais dans cette crise, la Chine a été exemplaire de discipline civique mondiale : elle n'a pas perturbé les marchés tout en continuant à garantir le déficit américain. Elle y a bien sûr intérêt, mais la Chine n'a pas oublié Marx et elle sait lire la crise mieux que nous. Elle connaît ainsi le danger encouru pour les 2.000 à 3.000 milliards de dollars investis dans le Trésor américain. L'émergence prodigieuse de ce pays a deux conséquences dans le comportement public aux Etats-Unis. La première, c'est que le nom de la Chine n'apparaît plus sans être associé à celui de menace. La seconde est la peur qui se traduit dans le budget militaire américain. Du coup, la Chine se pose des questions stratégiques et affiche son besoin d'Europe. Contrairement à la Russe de Vladimir Poutine, la Chine joue le jeu des institutions mondiales. Je fais le pronostic qu'elle sera une démocratie dans cinquante ou soixante ans »

« Mao. L'histoire inconnue », Jung Chang, Jon Halliday, Gallimard, Biographies, 2008

« Mao Tsé-toung, qui pendant vingt-sept ans, détint un pouvoir absolu sur un quart de la population du globe, fut responsable de la mort d'au moins soixante-dix millions de personnes en tant de paix, plus que tout autre dirigeant du XXe siècle ». Ainsi débute l'ouvrage – qui se présente comme un travail historique – de Jung Chang, auteur du succès mondial les « Cygnes sauvages » - une excellente biographie familiale parue en 1991 – et Jon Halliday son époux, spécialiste de l'ex URSS et de ses satellites.

Né en 1893, communiste à 27 ans et parmi les 13 délégués au premier congrès du Parti communiste chinois (1921), Mao, nous racontent les auteurs, devenu révolutionnaire subventionné, entreprend une ascension chaotique dans l'organigramme de ce parti, et dans celui du Parti nationaliste, alors alliés. Evincé après l'échec du soulèvement de la Moisson d'automne (1927), il n'en est pas moins en grâce

après de Staline, qui entend en faire le chef du futur Etat communiste chinois, approuvant les purges qu'il organise déjà dans les années trente parmi les communistes de la province du Jiangxi qu'il contrôle, et qui s'opposent à lui. Cet épisode, « tenu secret jusqu'à nos jours », fait 10.000 victimes. En 1933, la cinquième campagne d'extermination contre le Jiangxi rouge, encerclé par les troupes nationalistes, déclenche la « Longue marche » : Chiang Kaishek laisse délibérément s'enfuir la direction du PCC et ses troupes, afin de faciliter l'accès de son armée aux provinces du Yunnan et du Sichuan, contrôlées par des Seigneurs de la guerre (épisode « passé sous silence par les deux camps »). C'est aussi un geste de bonne volonté de Chiang envers Moscou, où son fils est détenu en otage depuis neuf ans...

C'est encore Chiang Kaishek qui oriente l'itinéraire de la « Longue marche » vers le nord ouest de la Chine, itinéraire qui doit également beaucoup aux rivalités internes du PCC. Mao n'hésite pas à causer des défaites dans son propre camp, tandis que ses atermoiements à gagner le Shaanxi y font aussi des ravages. L'épopée écrite ultérieurement magnifiera par ailleurs la bataille du fleuve Dadu qui en fait n'eut jamais lieu.

Alors que Mao s'installe à Yanan, Moscou entend bâtir une seconde alliance entre nationalistes et communistes, afin de combattre le Japon et le détourner d'une agression contre l'URSS. Après l'incident de Xian (1936), Mao doit réaligner ses objectifs sur ceux de Staline et le PCC faire publiquement allégeance au gouvernement de Nanjing, qui lui accorde territoires et financements, alors que ce dernier est jusqu'au plus haut niveau, civil et militaire, infiltré de taupes à la solde des communistes et que la propre veuve de Sun Yatsen, Song Qingling, est un agent soviétique. Mao rêve de voir le Japon – qui ne veut pas étendre les combats au-delà du nord de la Chine – éliminer Chiang Kaishek ; il va même à cette fin (« ceci est peu connu » précisent les auteurs), collaborer avec les services secrets nippons. Dans un contexte qui voit Mao Zedong se réjouir du pacte germano-soviétique, la seule opération militaire communiste d'importance menée, en 8 années d'occupation, contre les Japonais est conduite par Peng Dehuai, ce qui contrarie vivement Moscou, en particulier après l'attaque de l'Allemagne. En 1942, Mao – après avoir tenté de faire empoisonner Wang Ming, numéro un de facto du Parti - lance un mouvement de rectification, prélude à la campagne de terreur de l'année suivante conduite par Kang Sheng ; c'est la naissance du culte de la personnalité et de la « pensée Mao Zedong ». Le « blocus » imposé par Chiang à la zone rouge (qui se finance grâce au trafic d'opium) est par ailleurs un mythe. Alliés des nationalistes, les soviétiques n'en aident pas moins massivement le PCC et, après la défaite japonaise, se retirent à son profit de la Chine du nord.

C'est ainsi, écrivent Chang et Halliday, Chiang qui fut le chef incontesté de la Chine en guerre contre le Japon, celui qui a fait de son pays l'un des Alliés, l'homme qui a éliminé les Seigneurs de la guerre et unifié le pays, l'artisan de la Chine moderne.

A l'aube de la guerre civile, ce sont paradoxalement les Américains, particulièrement ambivalents à son endroit, qui vont sauver Mao, notamment le général Marshall, qui impose une trêve à Chiang... les « taupes rouges », dont plusieurs généraux, feront le reste pour consommer la défaite nationaliste.

Avec l'avènement de la Chine populaire, les relations avec Staline deviennent plus difficiles : Mao entend faire de celle-ci une superpuissance qui partira à la conquête du monde... et Staline l'en empêcher. C'est ainsi contre l'avis du maître du Kremlin que Mao encourage la Corée du nord à envahir le sud, cependant qu'il lance son pays dans un programme d'industrialisation, essentiellement militaire, qui pressure la paysannerie.

La collectivisation renforce le totalitarisme du nouveau régime, auquel les soviétiques – à cause des menaces de Mao sur Taiwan – permettent de fabriquer la bombe atomique. Campagne anti-droitière, mouvement des « Cent fleurs » (1957), « Grand bond en avant » (1958, qui fait 38 millions de victimes), création des communes populaires, aboutissent à la famine des années 1958-1961, qui cause 10 millions de morts. Seul parmi les dirigeants communistes, Peng Dehuai a le courage de dénoncer les errements de Mao ; il est remplacé par Lin Biao. Tandis que la possession de la bombe atomique (1964) demeure la priorité d'un Mao qui s'applique à intensifier la guerre au Vietnam, Kang Sheng s'emploie à susciter la création de partis maoïstes dans le monde entier.

Ces années ont vu s'accroître au plus haut niveau du Parti le nombre des adversaires de Mao Zedong, qui entreprend de les purger – Peng Zhen, Luo Ruiqing, Yang Shangkun, Lu Dingyi – puis, avec le début de la « révolution culturelle », disparaissent Liu Shaoqi, Deng Xiaoping, Tao Zhu, Li Lisan, Lo Fu et Peng Dehuai en même temps que des milliers de cadres. Mao mène la Chine, entouré de Lin Biao, Zhou Enlai, Kang Sheng, Chen Boda et de sa femme, Jiang Qing. Le pays sombre dans de sanglantes luttes factionnelles et 16 millions de jeunes sont envoyés à la campagne. Entre 1966 et 1976, 3 millions de Chinois périssent et 100 millions sont touchés par les persécutions. Lin Biao disparu sur fond de complot, Mao, totalement isolé sur la scène mondiale, décide d'inviter le Président Nixon en Chine. Dans ces années de fin de règne, - alors que Mao empêche Zhou Enlai de se soigner d'un cancer, de peur qu'il lui survive – une redoutable opposition à sa politique émerge autour de Deng Xiaoping, qui rejette l'essence du stalinisme et du maoïsme, et sera son véritable successeur.

« A minuit dix, le 9 septembre 1976, Mao Tsé-toung cessa de vivre. Jusqu'au dernier instant, il était resté lucide. Une seule et unique pensée l'habitait : lui-même et son pouvoir » concluent les auteurs, au terme d'un ouvrage de 840 pages, dont 82 de notes, 65 de bibliographie et de sources, revendiquant une décennie de travail.

« Was Mao Really a Monster ? The Academic response to Chang & Halliday's *Mao the Unknown Story* », edited by Gregor Benton and Lin Chun, Routledge, 2010.

Précédé d'une exceptionnelle opération de marketing éditorial, l'ouvrage de Jung Chang et Jon Halliday, «Mao. L'histoire inconnue » a, dès sa parution en 2005, rapidement atteint dans le monde anglo-saxon, la première place des best seller, encensé par les médias qui l'ont présenté comme une véritable « bombe » d'une irréfutable autorité.

Les deux auteurs entendent démontrer que Mao, psychopathe sadique et mégalomane, fut un despote criminel, sanguinaire et jouisseur, tout autant lâche et manipulateur qu'ignorant et sadique, occupant avec Hitler et Staline le sommet du panthéon totalitaire.

Rapidement traduit en 12 langues et comptant 13 autres traductions en cours, « Mao. L'histoire inconnue » a vu une édition chinoise publiée à Hongkong, alors que l'ouvrage était interdit en Chine continentale et que la publication prévue à Taiwan était annulée devant les protestations des témoins et des historiens. Le livre donne l'impression d'être bâti sur une documentation massive – ouvrages en toutes langues, sources multiples, interviews par centaines - impression largement relayée par des journalistes non spécialisés. Il est cependant très vite apparu aux yeux des historiens comme ce que l'un d'eux qualifie de « désastre majeur pour les études sur la Chine moderne ».

14 spécialistes de l'histoire du communisme chinois, dont beaucoup enseignent dans les plus prestigieuses universités américaines, britanniques, canadiennes, néo-zélandaises, australiennes ou taiwanaises en ont ainsi signé une réfutation, « Was Mao Really a Monster ? ». Nombre d'entre eux ont précédemment publié par ailleurs des ouvrages très critiques sur Mao Zedong (et certains pour cette raison furent un temps interdits de recherches en Chine). Il ne s'agit donc évidemment pas de jugements de valeur sur la personne ou l'action du fondateur de la Chine populaire, mais bien de vérité historique.

Citations tronquées, vérification problématique des notes, affirmations sans preuves et utilisation sélective de ces dernières, distorsion des faits, sources anonymes, inadéquates ou invérifiables, spéculations présentées comme des certitudes, aucune référence à des faits historiques essentiels, escamotage de la réalité, allusions malveillantes présentées comme des faits, ignorance volontaire des travaux historiques, sauf s'ils coïncident avec les préjugés, arguments basés sur des interviews invérifiables, usage critique de textes chinois biaisés et non corroborés... selon les auteurs, Chang et Halliday se sont systématiquement dispensés des tâches essentielles incombant à qui se prévaut de la qualité d'historien. Leur texte, qualifié de « révisionniste » et dont la structure s'apparente à celle des feuilletons télévisés, franchit ainsi la frontière entre biographie et fiction.

La Chine en est la grande absente : on n'y trouve rien sur les fondements historiques, socio-économiques ou politiques d'une révolution chinoise réduite à une conspiration dépourvue de tout contexte, conduite par un seul homme, entouré de dupes et d'esclaves.

Au terme d'un examen critique des éléments les plus controversés de « Mao. L'histoire inconnue », l'un des contributeurs compare l'ouvrage au feuilleton télévisé « Dallas », l'autre à un « Da Vinci code » à la chinoise. Plusieurs y voient « une dénonciation maoïste de Mao » (Jung Chang fut un temps Garde rouge et Jon Halliday, dans l'Amérique des années 1970, thuriféraire du maoïsme...) : la méthode historique utilisée leur semble étonnamment similaire à celle utilisée dans les dénonciations maoïstes, de Yanan aux années 1980. Le couple s'est en tout cas gardé jusqu'ici de réagir à l'avalanche de critiques des milieux académiques.

« L'une des raisons du succès de l'ouvrage », écrit David S.G. Goodman, « est la conspiration, devenue une obsession sociale si puissante que la plus forte preuve de l'existence d'une conspiration est souvent l'absence totale de preuves... ».

Concluant sa contribution à « Was Mao Really a Monster ? », T. Cheek note : « l'échec de la liberté académique dans les universités occidentales et celle des mécènes à soutenir et récompenser des écrits intelligemment populaires est le véritable problème posé par l'histoire bizarre de Chang et Halliday. Ce défi – notre manque de contribution à la connaissance commune – persistera bien après que 'L'histoire inconnue' aura été éclipsée par la prochaine révélation commerciale ».

Il faut cependant avoir l'honnêteté de reconnaître à Chang et Halliday le talent d'avoir réussi un clone parfait de l'hagiographie officielle de Mao : une démonographie officieuse.